



Par Nathalie Moulin,
Autrice associée

MELONI : CHEVAL DE TROIE DE L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE ?

Désignée personnalité la plus influente d'Europe par *Politico*, mais aussi classée parmi les femmes les plus puissantes du monde par *Forbes* et propulsée en couverture du magazine *TIME* l'été dernier, Giorgia Meloni s'est imposée comme une figure incontournable de la scène internationale. En l'espace de quatre ans, la Présidente du Conseil italien a opéré une normalisation spectaculaire. Hier perçue par Bruxelles et la presse internationale comme une menace souverainiste majeure, elle s'impose aujourd'hui comme un pivot géopolitique central sur le continent.

Pourtant, la crainte initiale était bien réelle. L'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni suscitait une vive inquiétude, en raison de son engagement de jeunesse au sein du Mouvement social italien (MSI), une formation née des cendres du fascisme. Au-delà de cet ancrage national, son parti *Fratelli d'Italia* entretenait de solides alliances avec les forces d'extrême droite à l'échelle européenne. De surcroît, sa coalition dite de « *centrodestra* » agrégeait un large éventail de forces politiques, allant des modérés à une composante profondément eurosceptique.

Face à un tel ancrage idéologique, comment l'Union européenne a-t-elle accueilli Giorgia Meloni en son sein, et par quels mécanismes ses propres idées continuent-elles d'infuser au cœur même de l'UE ?

L'ingénierie de la normalisation : les trois piliers de la respectabilité européenne

Pour être pleinement acceptée par Bruxelles, Giorgia Meloni a articulé son action autour de trois piliers fondamentaux : la recherche d'une stabilité politique rare, une stricte crédibilité économique et un soutien indéfectible à l'Ukraine. Cette intégration réussie découle d'une stratégie de « lissage » politique initiée dès 2022 pour crédibiliser *Fratelli d'Italia* auprès de l'Europe et des marchés. La présidente du Conseil a abandonné la rhétorique anti-UE pour adopter l'étiquette de « conservateur ». Pour rompre avec le passé, elle a diffusé une vidéo multilingue adressée à la presse internationale, affirmant sans équivoque que la droite italienne avait « relégué le fascisme à l'histoire » tout en condamnant fermement ses dérives antisémites. Après une opposition modérée à Mario Draghi, elle a assuré une continuité pro-OTAN et pro-UE en nommant des figures d'expérience à des postes clés, comme Giancarlo Giorgetti à l'Économie.

Le paradoxe de la stabilité politique : lissage de façade et immobilité institutionnelle

Sur le plan intérieur, elle s'est imposée en réussissant à bâtir et maintenir une coalition gouvernementale solide, malgré des divergences internes profondes. Dans un pays historiquement marqué par l'instabilité chronique de ses exécutifs, son gouvernement incarne une continuité et une longévité que l'Italie n'avait plus connues depuis l'ère Berlusconi. Cette stabilité repose en grande partie sur l'adhésion d'une large partie des Italiens à la figure même de la cheffe de gouvernement. En se définissant à travers sa célèbre formule « *Io sono Giorgia, sono una donna, sono una madre, sono cristiana* » (Je suis Giorgia, je suis une femme, je suis une mère, je suis chrétienne) et en s'appuyant sur une communication politique maîtrisée, elle a su préserver une popularité élevée.

Pourtant, cette assise politique ne se traduit pas par un bouleversement radical de l'ordre interne. L'exercice du pouvoir par Giorgia Meloni se heurte à un réseau dense de contre-pouvoirs qui impose une forme d'immobilité institutionnelle. Même forte de sa majorité, la Présidente du Conseil doit composer avec l'influence du Président de la République, Sergio Mattarella, une figure hautement respectée, mais aussi avec une décentralisation forte accordant une grande autonomie aux régions, ainsi qu'avec le poids historique des acteurs économiques majeurs et de l'Église catholique. Ce cadre institutionnel verrouillé bride les velléités les plus radicales du projet politique de sa coalition.

La discipline budgétaire à l'épreuve de la stagnation : les limites de la crédibilité économique

Pour apaiser la Commission européenne et les marchés financiers, la cheffe du gouvernement a d'emblée fondé sa légitimité sur ce double pilier de la stabilité politique et de la discipline budgétaire. Bien que son groupe des Conservateurs et réformistes européens (ECR) ait initialement rejeté le plan de relance européen, son premier déplacement symbolique à Bruxelles en octobre 2022 visait à sanctuariser l'accès de l'Italie aux fonds de *Next Generation EU*. Cette stratégie de réassurance s'est traduite par un redressement budgétaire rigoureux : le déficit public a chuté de 7,2 % en 2023 à 3,1 % en 2025.

Cette trajectoire comptable flatteuse découle largement de l'héritage de ses prédécesseurs et de réformes structurelles antérieures. La viabilité financière de la péninsule a été sanctuarisée en amont par des réformes sociales d'envergure, au premier rang desquelles la grande réforme des retraites de 2011. Prolongé par la gestion technique de Mario Draghi, ce socle de rigueur a tracé un cadre macroéconomique strict que la Présidente du Conseil s'est contentée de consolider par des arbitrages ciblés et parfois impopulaires, tels que l'extinction progressive du coûteux « Superbonus » immobilier (2021-2023), la suppression du revenu de citoyenneté pour les personnes aptes au travail, et la non-indexation des tranches d'imposition sur l'inflation. Reconduit dans le projet de loi de finances pour 2026, cet effort vise à repasser sous la barre des 3 % pour s'extirper de la procédure pour déficit excessif ouverte par l'UE à l'été 2025. L'enjeu de cette rigueur est avant tout symbolique et réputationnel pour rassurer les investisseurs face à une dette publique colossale qui frôle les 3 000 milliards d'euros¹.

Or, c'est précisément sur ce terrain que le « modèle Meloni » montre ses limites. Cette quête de crédibilité comptable à court terme ne saurait masquer l'absence de réformes structurelles profondes à long terme, indispensables pour sortir l'Italie d'une stagnation chronique. Si la péninsule bénéficie d'atouts porteurs, en se hissant fin 2025 au rang de quatrième exportateur mondial devant le Japon grâce au dynamisme de ses PME, du luxe et de l'agriculture, les rapports 2026 de l'Istat² et de l'OCDE³ révèlent de sombres perspectives macroéconomiques. Coincée dans un contexte international protectionniste, l'Italie affiche une croissance atone, bridée à 0,5 % pour 2025 et 2026 (contre 1,4 % pour la moyenne de l'UE en 2025).

Le ratio dette/PIB, loin de reculer, s'auto-alimente par un effet « boule de neige » et devrait progresser de 137,1 % en 2025 à 139,2 % en 2027. Surtout, le pays souffre d'un déficit structurel de productivité lié à la petite taille de ses PME et à un manque d'investissement en R&D. Cette situation économique est aggravée par une baisse historique des salaires réels (inférieurs de 6,1 % en 2026 par rapport à 2021) qui alimente, selon l'Istat, une fuite massive des cerveaux. Divers économistes soulignent que la seule rigueur budgétaire de la coalition ne suffit pas à générer de la croissance ; en éludant les réformes structurelles au profit d'une gestion court-termiste, le gouvernement Meloni fragilise la viabilité économique future du pays face au défi majeur de son hiver démographique aigu, marqué par un vieillissement accéléré de sa population et une fuite historique de ses jeunes diplômés vers l'étranger (la part des jeunes diplômés parmi les expatriés ayant dépassé les 50 %). Sans un sursaut de productivité et un soutien massif à l'investissement, cette discipline budgétaire ne pourra se muer en succès économique durable.

Le soutien indéfectible et stratégique à l'Ukraine

Cette volonté de normalisation institutionnelle et de rigueur économique se manifeste de façon tout aussi nette sur le plan géopolitique, trouvant son expression la plus forte dans son soutien affiché à l'Ukraine. Alors que jusqu'en 2020, à l'instar de nombreux leaders populistes, elle percevait en Vladimir Poutine un allié stratégique pour déstabiliser Bruxelles, elle a opéré un revirement habile. Ce repositionnement stratégique s'explique notamment par son appartenance au groupe ECR, alors dominé par le parti polonais Droit et Justice (PiS), une force à la fois eurosceptique, profondément atlantiste et farouchement anti-russe. Depuis son arrivée au pouvoir, elle affiche un alignement indéfectible sur Kiev, une posture de confiance mutuelle illustrée le 15 avril 2026 au Palazzo Chigi, lorsque Volodymyr Zelensky a publiquement déclaré : « *Pour les négociations, je fais confiance à Giorgia Meloni* ».

Ce positionnement atlantiste impose néanmoins à la Présidente du Conseil une gymnastique diplomatique permanente. D'une part, elle doit manœuvrer sur la scène intérieure pour préserver la cohésion de sa coalition, régulièrement bousculée par les ambiguïtés pro-russes de la Ligue. D'autre part, elle doit composer avec les ingérences et les affaires d'espionnage russes qui visent directement la péninsule, tout en naviguant face aux incertitudes stratégiques liées à l'administration Trump. En s'affirmant comme le pilier du flanc sud de l'OTAN et le relais fiable de l'aide à Kiev, elle s'est offert un sauf-conduit politique majeur à Bruxelles.

Cet effort de normalisation internationale se heurte toutefois, in fine, à une réalité militante. Le contraste apparaît clairement lorsque l'on confronte ce discours policé à celui, purement souverainiste et identitaire, prononcé en Andalousie devant les militants de Vox en juillet 2022⁴, qui entre en contradiction directe avec la modération de son discours. De même, les dérives racistes et antisémites au sein de la jeunesse de son parti, révélées en 2024 par l'enquête en caméra cachée de Fanpage, témoignent de la persistance d'un registre radical sous la façade officielle⁵.

La double ambition de Giorgia Meloni : Empreinte idéologique à Bruxelles et érosion de l'État de droit

La nouvelle orientation de l'UE : comment l'Italie impose ses lignes directrices migratoires et environnementales

Loin de se cantonner à une posture passive vis-à-vis de Bruxelles, Rome a su transformer son acceptation institutionnelle en un véritable levier d'influence. Fort de ses 28,7 % des suffrages lors des élections européennes de juin 2024, le parti de Giorgia Meloni a non seulement conforté son assise nationale, mais s'est également imposé comme un pivot incontournable au sein du Parlement européen, se positionnant immédiatement derrière le PPE, les S&D et les Patriotes pour l'Europe (PfE). Cette centralité politique permet aujourd'hui à la Présidente du Conseil d'exporter les points majeurs de son programme.

La politique migratoire européenne vit à cet égard un basculement profond, passant d'une logique de solidarité interne par « répartition » à un modèle d'« externalisation » des frontières. Portée par Giorgia Meloni, cette approche a trouvé une résonance immédiate auprès de la Commission d'Ursula von der Leyen, transformant l'Italie en véritable laboratoire opérationnel⁶. D'une part, la gestion de crise, symbolisée par le déplacement de Lampedusa en septembre 2023, a rapidement cédé la place à une ingénierie de l'externalisation via l'accord italo-albanais. Bien que ce protocole de transfert se heurte à des verrous juridiques et financiers majeurs (son coût s'élevant à plus de 670 millions d'euros budgétisés d'ici 2028 et son impact réel étant fortement limité par les décisions des cours italiennes et européennes), sa valeur de symbole l'a emporté : il agit désormais comme un précédent stratégique pour les « hubs de retour » hors-UE. D'autre part, cette approche sécuritaire s'est doublée d'un volet géopolitique à travers le soutien de l'UE au « Plan Mattei » (2024-2025), tentant de corréler l'aide au développement et les partenariats énergétiques à la stabilisation des flux en amont.

C'est précisément ce laboratoire opérationnel qui a ouvert la voie à un basculement juridique d'envergure. Loin de rester une exception italienne, cette orientation politique a été parachevée par son inscription définitive dans le marbre du droit européen. La mise en application en juin 2026 du Pacte européen sur la migration et l'asile, couplée à l'approbation du nouveau « règlement retour » par le Parlement européen, marque un pas de plus vers l'intégration de ces mécanismes d'expulsion forcée et de rétention extra-territoriale dans le droit commun de l'UE, le Conseil devant également l'approuver. L'exemple italo-albanais a ainsi converti une pratique de terrain, initialement jugée radicale, en un standard normatif européen, actant l'émergence d'une Europe forteresse à la gouvernance externalisée.

Le *Green Deal* constitue un autre théâtre majeur de cette convergence idéologique. Cette réorientation trouve sa justification dans le rapport Draghi, promu feuille de route de la Commission pour la législature 2024-2029⁷. Axé sur la compétitivité et l'allègement administratif face aux États-Unis et à la Chine, ce document offre à la droite radicale une caution idéale pour imposer son agenda de pause normative.

Malgré une majorité arithmétique théorique avec la gauche et les libéraux au lendemain des élections de 2024, la fragilité de cette alliance a poussé Ursula von der Leyen à un pivot stratégique vers la droite de l'hémicycle⁸. Cette convergence de circonstance entre le PPE, le groupe ECR et PöE s'est matérialisée par une stratégie méthodique de démantèlement législatif, documentée de près par des organisations telles que *The Good Lobby*⁹. Le premier signal fort de cette dynamique a été le report d'un an, voté fin 2025, de l'application du règlement européen contre la déforestation (EUDR), repoussant l'échéance à décembre 2026. Ce coup d'arrêt s'est intensifié par l'instrumentalisation des dispositions législatives dites « Omnibus » en 2025, conçues pour simplifier les normes imposées aux secteurs productifs, doublée d'un assouplissement drastique de la directive sur le reporting de durabilité des entreprises (CSRD). L'opération démontre qu'en s'alliant au PPE sur le terrain de la compétitivité, la droite radicale n'est plus seulement une force de contestation, mais le nouveau co-pilote de la dérégulation économique européenne.

Un grignotage méthodique de l'État de droit malgré les contre-pouvoirs

Sous le vernis de la respectabilité internationale se joue pourtant à Rome une offensive idéologique sur le terrain des droits fondamentaux, révélant la persistance de l'ADN politique de *Fratelli d'Italia*. Le rapport annuel sur l'État de droit, publié par la Commission européenne en juillet 2026, confirme que l'Italie demeure confrontée à des difficultés structurelles majeures touchant la liberté et le pluralisme des médias, la lutte contre la corruption et l'équilibre des pouvoirs institutionnels.

Cette fragilité systémique est corroborée par les indicateurs internationaux récents : l'Italie se positionne ainsi au 56e rang mondial du Classement de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières en 2026, soit un recul de sept points en un an et témoigne d'un fléchissement des mécanismes de contrôle au sein des administrations publiques italiennes.

C'est sur le terrain de la gouvernance publique que le hiatus avec Bruxelles est le plus flagrant, mettant en lumière une divergence profonde sur les valeurs de l'État de droit et de la transparence portées par l'UE. En juillet 2024, le gouvernement de Giorgia Meloni a promulgué la loi Nordio, abrogeant officiellement le délit d'abus de pouvoir (article 323 du Code pénal italien) au motif de fluidifier l'action publique et de lever la paralysie administrative des élus locaux face à des textes jugés trop génériques. Cependant, en mars 2026, le Parlement européen a désavoué cette orientation en approuvant sa nouvelle directive anti-corruption, qui consacre un article entier à l'« exercice illicite de fonctions publiques ». Confrontée à ce recadrage institutionnel, Rome dispose désormais d'un délai de deux ans pour transposer le texte et réintroduire obligatoirement cette incrimination dans son droit national.

Sur le plan sociétal, le gouvernement Meloni s'inscrit pleinement dans la stratégie de la droite radicale, qui fait désormais des questions relatives au genre, à la sexualité et à la famille des enjeux centraux de mobilisation¹⁰. Cette dynamique se traduit par une restriction de l'accès effectif à l'IVG qui est structurellement entravé par le recours massif à l'objection de conscience par les soignants et l'introduction d'associations pro-vie dans les cliniques ainsi que par un net recul des droits parentaux des couples de même sexe. Cette offensive contre les droits et les libertés individuelles s'accompagne d'une restriction sévère des libertés publiques qui s'est tout d'abord matérialisé par l'adoption de la loi « Sécurité » de juin 2025, renforcée en 2026. Ce texte renforce significativement les prérogatives des forces de l'ordre tout en pénalisant sévèrement la contestation, criminalisant notamment les blocages routiers et aggravant les sanctions contre toute résistance passive au sein des centres de rétention. Ce dirigisme d'État s'est décliné sur le plan économique avec la suppression du revenu de citoyenneté, précarisant davantage les populations les plus vulnérables¹¹. Ce constat général est corroboré à l'échelle internationale par les évaluations d'organisations telles qu'Amnesty International et Human Rights Watch qui, dans leurs rapports publiés en 2026, mettent en lumière une régression marquée des droits civils.

C'est toutefois sur le terrain institutionnel que cette stratégie de reconfiguration du pouvoir a rencontré ses limites les plus nettes. L'exécutif a dans un premier temps proposé une profonde réforme de la magistrature destinée à séparer les carrières des juges et des procureurs, à scinder le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et à instaurer une Haute Cour disciplinaire.

Ce projet s'inscrivait dans une révision constitutionnelle plus large incluant le « premierato », visant à instaurer l'élection directe du Président du Conseil afin de garantir une stabilité gouvernementale inédite et de présidentialisier le régime. Présentée par le gouvernement comme un gage de stabilité, cette double architecture a pourtant été analysée comme une hyper-personnalisation du pouvoir au détriment du Parlement et de l'indépendance de la justice¹². Le rejet massif de cette réforme de la justice lors du référendum de mars 2026, où le « non » l'a emporté à 53,2 %, a constitué le premier revers politique d'envergure pour Giorgia Meloni. Ce coup d'arrêt populaire a révélé la résilience des contre-pouvoirs italiens face à la volonté de remodeler les équilibres démocratiques. Malgré ce recul, Giorgia Meloni n'a pas hésité à poursuivre son projet de verrouillage, sur le terrain législatif cette fois-ci : en juillet 2026, la Chambre a adopté une réforme de la loi électorale. En imposant un scrutin proportionnel assorti d'un bonus de sièges massif pour la coalition en tête, le gouvernement cherche désormais à contourner l'obstacle constitutionnel pour s'assurer une majorité absolue automatique lors des législatives de 2027.

Cette situation exige néanmoins une grille de lecture nuancée. L'Italie ne peut être assimilée aux États membres faisant l'objet des procédures européennes les plus sévères en matière d'État de droit, à l'instar de ce qui s'est passé avec la Hongrie. Il serait excessif de présenter le gouvernement Meloni comme engagé dans une rupture brutale avec le cadre démocratique. Il est en revanche pertinent d'analyser comment ses réformes sociétales sont mises en tensions avec les principes fondamentaux de l'Union européenne, dessinant les contours d'une érosion démocratique à bas bruit.

Pour répondre à la question posée par la Une du *TIME* l'été dernier : « *Where Giorgia Meloni is leading Europe ?* », un premier élément de réponse réside dans son slogan de campagne pour les élections européennes : « *L'Italia cambia l'Europa* » (*L'Italie change l'Europe*). Ce choix rhétorique s'inscrit dans la réorientation idéologique globale des droites radicales, théorisée notamment par Viktor Orbán : le but n'est plus de quitter l'Union européenne, mais de la transformer de l'intérieur.

Dès lors, après quatre ans au pouvoir, existe-t-il un « modèle Meloni » répliquable au sein d'autres États membres ? La réponse est négative. L'exercice du pouvoir dépend intrinsèquement des contre-pouvoirs et des configurations politiques, historiques, économiques et sociales propres à chaque pays.

Plus qu'un modèle transférable, Giorgia Meloni incarne une figure politique hors norme. Telle un caméléon, sans pour autant renier ses convictions, elle sait surfer sur les équilibres, consolidant sa respectabilité par des alliances stratégiques avec des dirigeants traditionnels qui l'acceptent désormais comme une partenaire incontournable, tout en profitant des vents favorables d'une progression globale des droites radicales en Europe.

Portée par cette dynamique, elle s'impose sur deux fronts. Au niveau national, elle poursuit un grignotage méthodique des structures de l'État de droit sous la forme d'une érosion démocratique à bas bruit. Au niveau européen, sa normalisation pose une question fondamentale aux institutions : jusqu'où l'Union européenne est-elle prête à déplacer le curseur de ses valeurs fondamentales pour intégrer et composer avec la droite radicale ?

Notes de bas de page :

- [1] Codogno, L. (2026). « Italy's Budgetary Dilemma: Debt Management and Reputation Risk under the Meloni Government », LC Macro Advisors Policy Brief, avril 2026.
- [2] ISTAT (2026): Istat, Rapporto sulla competitività dei settori produttivi - Edizione 2026 .
- [3] Les fondements de la croissance et de la compétitivité 2026 - OCDE
- [4] Forti, S. (2022) Le style populiste de Giorgia Meloni, Le Grand Continent [Consulté le 20 août 2026]
- [5] Gioventù Meloniana : Insulti antisemiti e razzisti : la seconda puntata dell'inchiesta su Gioventù Nazionale, 2024
- [6] Geisser, V. (2022). Militariser la gestion des flux migratoires : Giorgia Meloni, pestiférée ou bonne élève de la classe européenne ? Migrations Société, 190(4), 3-12.
- [7] Dupré, M. et Kalinowski, W. (2025). Quel bilan du Green Deal européen ? Mouvements, 120(2), 130-138.
- [8] Costa, O. et Marié, A. (2025). Les nouvelles dynamiques du vote au Parlement européen. Vers une alliance des droites ? Pôle Sud, 63(2), 19-49.
- [9] The good lobby, (2026) The EU Far-Right Tracker: Exposing when the EPP sides with the Far Right
- [10] Donà, A., « Radical right populism, gender and sexual politics and democratic (in)stability », in Handbook on Gender and Security, Edward Elgar Publishing, 2025, pp. 374-384
- [11] ISTAT (2025) Living conditions and household income - Year 2025, données relatives aux conditions de vie et aux revenus des ménages en 2024 [ISTAT - Living conditions and household income - Year 2025]
- [12] Lecis Cocco Ortu A-M. (2023) La réforme du régime politique italien souhaitée par Giorgia Meloni : l'élection directe du chef de l'exécutif comme antidote à l'ingouvernabilité chronique ?

Bibliographie

- Codogno, L (2026). « Italy's Budgetary Dilemma: Debt Management and Reputation Risk under the Meloni Government », *LC Macro Advisors Policy Brief*, avril 2026.
- ISTAT (2026): Istat, Rapporto sulla competitività dei settori produttivi - Edizione 2026 .
- Les fondements de la croissance et de la compétitivité 2026 - OCDE
- Forti, S. (2022) Le style populiste de Giorgia Meloni Le Grand Continent [Consulté le 20 août 2026]
- Gioventù Meloniana: Insulti antisemiti e razzisti: la seconda puntata dell'inchiesta su Gioventù Nazionale 2024
- European Commission Economic forecast for Italy (2026)
- Geisser, V. (2022). Militariser la gestion des flux migratoires: Giorgia Meloni, pestiférée ou bonne élève de la classe européenne ? *Migrations Société*, 190(4), 3-12.
- Dupré, M. et Kalinowski, W. (2025). Quel bilan du Green Deal européen ? *Mouvements*, 120(2), 130-138.
- Costa, O. et Marié, A. (2025). Les nouvelles dynamiques du vote au Parlement européen. Vers une alliance des droites ? *Pôle Sud*, 63(2), 19-49.
- The good lobby, (2026) The EU Far-Right Tracker: Exposing when the EPP sides with the Far Right
- Donà, A., « Radical right populism, gender and sexual politics and democratic (in)stability », in *Handbook on Gender and Security*, Edward Elgar Publishing, 2025, pp. 374-384
- ISTAT (2025) Living conditions and household income - Year 2025, données relatives aux conditions de vie et aux revenus des ménages en 2024
- Lecis Cocco Ortu A-M. (2023) La réforme du régime politique italien souhaitée par Giorgia Meloni : l'élection directe du chef de l'exécutif comme antidote à l'ingouvernabilité chronique ?
- CESE (2025) Droits fondamentaux et état de droit - Rapport sur la visite en Italie et observations des autorités sur le rapport
- European Commission 2026 Rule of Law Report Country Chapter on the rule of law situation in Italy [Consulté le 29 juin 2026].
- Human Rights Watch (2025) Rule of Law in Italy Under EU Scrutiny [Consulté le 16 août 2026].
- Amnesty International (2026) Droits humains en Italie : la situation des droits humains en 2025 selon [Consulté le 17 août 2026].

- Solidar (2025) Italy – Social Rights Monitor 2025,
- Transparency international (2026) Rapport Corruption Perceptions Index 2025: Europe must step up leadership in the fight against corruption [Consulté le 16 août 2026].
- Reporters sans Frontières Classement 2026 (2026) [Consulté le 20 août 2026]
- ILGA-Europe, (2026) Rainbow Europe Map 2026 – Italy.